

Les Gilets Jaunes ont une écologie. Elle est populaire... et périphérique

Ewa Chuecos

Mars 2021

Le mouvement des Gilets Jaunes a pu être décrit comme un ensemble hétéroclite, manifestant de manière désordonnée des souffrances, signant une « errance des désespoirs ». Il réunit en fait en majorité des classes populaires, des populations précaires, à ce jour largement invisibilisées. Le mouvement a pu également être hâtivement présenté comme réfractaire à toute écologie, jalouxant le mode de vie consumériste des classes dites supérieures. Là non plus, il n'en est rien. Mais, en quoi ce mouvement signe-t-il une écologie populaire propre aux périphéries ? Une réponse par enquête auprès de membres du mouvement.

Un jugement moral de la consommation

C'est un fait largement relayé, ce mouvement a d'abord été celui pour la justice, sociale et écologique. Si leur mobilisation est née en réaction à l'annonce d'une « éco-taxa » alors que par exemple le kérosène des avions n'est toujours pas taxé et que son usage est très majoritairement le fait des styles de vie hyper-urbains, on a vu fleurir sur les ronds-points et dans les assemblées populaires des revendications fortes en la matière. « *Fin du CICE et utiliser cet argent pour le lancement d'une Industrie Française de la voiture à hydrogène (voiture véritablement écologique contrairement à la voiture électrique)* ». « *Mettre en place un grand plan d'isolation des logements (faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages)* »¹.

Nous sommes ici au contact de ce que l'on peut rattacher à l'économie morale². Le mobile économique des classes populaires n'est pas essentiellement mû par des intérêts matériels mais par des revendications morales sur le fonctionnement de l'économie et sur l'ordre social qui en découle. Ce serait ce dont les Gilets Jaunes font preuve lorsqu'ils parlent d'impératifs moraux sur la condition des plus fragiles comme les sans-domiciles fixes ou les personnes en situation de handicap. Ces populations doivent être protégées, les travailleurs doivent être correctement rémunérés, la solidarité et les services publics doivent fonctionner et les fraudeurs fiscaux punis. Or, si ces revendications s'inscrivent dans une critique sociale, avec la condamnation de toutes les dominations, cela passe également par la critique de l'environnementalisme gestionnaire des institutions, et ce au profit d'une écologie populaire.

Des conditions de vie porteuses de valeurs écologiques

¹Joseph Confavreux (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Le Seuil, 2019.

²Samuel Hayat, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir », Mediapart, 07 février 2019.

Lors d'un entretien mené sur le rond-point de Givors, Laura, Gilet Jaune de la première heure, fille de mineurs italiens émigrés en Belgique, a fait le lien entre son passé précaire où l'argent venait souvent à manquer dans sa famille et sa volonté de ne surtout pas gaspiller. « *En fait j'ai toujours vécu en dessous de mes moyens. Peut-être c'est de mon vécu, quand j'étais petite, on était pauvre. Donc la peur de manquer, j'ai toujours été économe, j'ai toujours fait des économies, et j'ai toujours vécu en dessous de mes moyens, je voulais pas vivre juste parce que je me disais "au cas où si un jour j'en ai pas". C'est dans mon état d'esprit et encore aujourd'hui, quand tu n'as pas été habitué, pareil les belles voitures, alors on aime d'avoir une voiture mais je veux dire il nous faut une voiture économe, confortable, c'est ça qui prime, pas une belle voiture, qui en jette, ça m'intéresse pas. Pareil les voyages au bout du monde, ça m'intéresse pas.* ».

On perçoit, ici comme ailleurs, à quel point dans les modes de vie populaires les fortes contraintes et difficultés financières qui amènent les familles à peu consommer peuvent devenir des gestes conscientisés qui revendiquent des valeurs de modération et de responsabilité. Dans les récits de vie peut par exemple se lire l'importance donnée à la simplicité et à la modestie, et donc à la décence et la dignité, déclinées dans toutes les dimensions de la vie quotidienne. Or, si le besoin de reconnaissance sociale et de dignité politique n'est pas sans écho à d'autres moments populaires de l'histoire³, les revendications exprimées se rapprochent ici de l'« *écologisme des pauvres* »⁴, qui lie des besoins en opposition à un « *écologisme de l'abondance* ». Et, pour donner vie à cette écologie, les espaces-temps des petits bourgs et villes moyennes « en déshérence », des espaces périurbains relégués... jouent un rôle premier.

Les espaces-temps d'une production relocalisée

Le mouvement des Gilets Jaunes montre tout d'abord qu'il est possible « *d'inventer sa propre conception de l'espace* »⁵. Il s'agit de rendre visible d'autres lieux, de montrer d'autres fonctionnements que ceux quasi exclusivement guidés par l'économie des flux et les interdépendances marchandes propres aux grands espaces métropolisés⁶. Dans cette conception, nombre de revendications manifestent une volonté de relocalisation des services de proximité à l'échelle des lieux de vie : « *Favoriser les petits commerces, cesser la construction des zones commerciales* ». « *Protéger les industries en interdisant les délocalisations* ». « *Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des bureaux de poste, des écoles et des maternités* », « *Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée* »⁷. Pourquoi faire des milliers de kilomètres en voiture ou en avion pour produire, travailler ou consommer alors que ceci pourrait être fait à proximité ?

En outre, les espaces périphériques seraient ceux où il serait possible de s'affranchir des rythmes promus par vitesse et accélération, là aussi propres aux phares urbains. Il est vrai que les classes populaires sont bien plus enclines à prendre le temps voire à « en perdre » dans des activités familiales

³Voir les travaux de Eric Hazan, *La dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir*, Paris, La fabrique Editions, 2015, et de Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2018.

⁴Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Editions Les petits matins, Collection Essai, 2014 (2nd édition, 2002).

⁵Paul Ariès, *Ecologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Utopia, 2015 : « *la transition écologique devra inventer sa propre conception de l'espace tout comme le capitalisme et le productivisme imposent, aujourd'hui, des espaces qui leurs sont bénéfiques.* »

⁶Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Ed. Le passager clandestin, 2018 (rééd. 2019)

⁷Joseph Confavreux, *op. cit.*

ou plus largement collectives. Bricolage, jardinage... s'opposent au temps de la civilisation des loisirs des classes plus aisées dont on connaît le bilan carbone⁸. Or si ce temps se perçoit d'abord dans l'occupation des ronds-points où l'on cherche à interrompre la circulation sur un lieu où personne n'est censé s'arrêter, l'attente et la lenteur de l'occupation permettent de prendre le temps de la rencontre avec l'autre mais plus encore ouvrent à une temporalité bien plus locale. Le fait d'y revendiquer la proximité et la saisonnalité des produits que chacun.e apporte et consomme est un exemple saillant de ce temps rallongé. Le rond-point d'Étampes, en Essonne, a notamment organisé des ateliers de formation à la permaculture.

C'est ainsi que, étalonnée sur les temps de la nature, la volonté de consommer mieux et local a pu s'inscrire dans une valorisation d'anciens modes de vie encore bien présents dans certains territoires périphériques. Le retour à des pratiques culturelles plus anciennes apparaît comme une façon de préserver la nature. Des Gilets Jaunes valorisent les « *graines d'avant* » qui sont perçues comme de meilleure qualité, plus résistantes et moins traitées que les graines produites sous serres. Plus largement, cultiver s'affirme pour les Gilets Jaunes comme un moment de loisir mais aussi comme un acte d'engagement. Comme l'indiquait Géraldine, Gilet Jaune de 61 ans de Givors, ancienne ouvrière qui cultive son potager, il ne s'agit pas forcément d'acheter des produits labellisés « biologiques » qui apparaissent comme trop chers mais plutôt de favoriser les petits producteurs, pour consommer moins mais mieux et local. « *Donc moi j'aimerais qu'on puisse privilégier plus les paysans d'à côté de chez nous [...] Parce qu'avec 28 euros si je vais à la Sicoli, ou à Uniforme, j'ai rien.* ».

Le rejet de l'urbain métropolisé et la revalorisation des périphéries

Par ces autres espaces-temps, les Gilets Jaunes parviennent alors à substituer la rencontre à la rentabilité, le partage à la concurrence, les savoir-faire à la productivité. Et, pour faire droit à cette écologie populaire, beaucoup de Gilets Jaunes rejettent l'urbain métropolisé. Pour ceux de Givors par exemple, la ville de Lyon apparaît comme un lieu saturé de nuisances et pollutions, d'artificialité et d'insécurité. Plus encore, ils perçoivent Lyon comme un espace radicalement opposé à leur lieu de vie, avec pour caractéristique première l'absence de nature. Les espaces de la transition écologique voulue sont de prime abord des espaces moins denses, là où la nature retrouve sa place et où les sociabilités y sont par ce biais renforcées. Et, cette revalorisation écologique des espaces périphériques se décline de bien d'autres manières, par exemple par le « *prendre soin* » du rond-point. On évoque à ce titre l'importance de la propreté sur celui de Crolles (proche de Grenoble) avec l'organisation du tri des déchets ou encore le fleurissement des abords⁹. Tous ces agencements ne sont pas nécessaires à l'organisation mais contribuent à l'habiter des espaces de vie.

C'est ainsi que l'occupation des ronds-points devient autrement symbole, celui qui porte « *un défi à l'inhabitabilité* » prétendue des espaces périphériques. Ils sont à la fois un lieu convivial de rencontres, un espace public où il est possible de débattre, de confronter ses propres idées, mais aussi un lieu de politisation par la co-appartenance à des espaces-temps singuliers, ceux d'un habiter périphérique. Nous avons affaire à une subjectivation politique¹⁰ face à la dépossession généralisée, à la désaffiliation forcée, et à l'invisibilité produite. Par une écologie ordinaire et relationnelle,

⁸Paul Ariès, *op. cit.*

⁹Bernard Floris et Luc Gwiazdzinski (coord.), *Sur la vague jaune. L'utopie d'un rond-point*, Elya, 2019.

¹⁰F. Tarragoni, « La prise de parole comme processus de subjectivation politique. Une approche sociologique », *Tumultes*, 2014/2 (n°43), pp. 175-190 ; « Du rapport de la subjectivation politique au monde social. », *Raisons politiques*, 22 juin 2016, N° 62, no 2, pp. 115-130

populaire et sociale... ce mouvement cherche à retrouver de nouvelles manières de se lier et de retrouver l'art de « *faire ensemble* »¹¹.

¹¹Jérôme Baschet, *Une juste colère. Interrompre la destruction du monde*, éditions Divergences, 2019.
Réseau des Territorialistes